

## **Cahier des Clauses Parti- culières**

**Accord-cadre pour le  
transport aérien aller et  
retour pour les lycées et  
étudiants depuis l'aéro-  
port de Saint-Pierre  
Pointe-Blanche jusqu'à  
l'aéroport le plus proche  
de leur lieu d'études**

Date de remise des offres : vendredi 16 mai 2025 à 16h00

# Sommaire

1. Objet de l'accord-cadre .....	3
• 1.1 Dispositions générales .....	3
• 1.2 Personnes publiques contractantes .....	3
• 1.3 Prestations à effectuer .....	4
• 1.4 Durée de l'accord-cadre .....	4
• 1.5 Lieu d'exécution des prestations .....	4
• 1.8 Variantes .....	4
• 1.9 Type d'accord-cadre .....	4
2. Règlement de la consultation .....	5
• 2.1 Mode de passation .....	5
• 2.2 Décomposition .....	5
• 2.3 Pièces particulières .....	5
• 2.4 Présentation des candidatures et des offres .....	5
• 2.5 Durée de validité des offres .....	6
• 2.6 Conditions d'envoi ou de remise des plis .....	6
• 2.7 Examen des candidatures et des offres .....	6
• 2.8 Pièces exigées pour la conclusion du contrat .....	6
• 2.9 Modifications .....	7
• 2.10 Renseignements complémentaires .....	7
3. Prix .....	7
• 3.1 Forme du prix .....	7
• 3.2 Indexation .....	7
• 3.3 Destinations non prévues par l'annexe 2 .....	7
4. Conditions d'exécution .....	8
• 4.1 Bons de commande .....	8

• 4.2 Montant de l'offre .....	8
• 4.3 Paiement.....	8
• 4.4 Délai de paiement et intérêts moratoires .....	8
• 4.4 Assurances .....	9
• 4.5 Autres obligations du titulaire .....	9
5. Résiliation de l'accord-cadre .....	9
6. Clause attributive de juridiction .....	10
Signatures .....	10

## 1. Objet de l'accord-cadre

### • 1.1 Dispositions générales

Le présent accord-cadre définit les termes régissant les marchés conclus sur son fondement dénommés dans les différentes pièces de ce contrat.

L'objet de cet accord-cadre, porte sur le transport aérien aller-retour pour les lycéens et étudiants depuis l'aéroport de Saint-Pierre Pointe-Blanche jusqu'à l'aéroport le plus près de leur lieu d'études en classe économique et au prix le plus avantageux pour les bénéficiaires :

- du passeport pour la mobilité des études défini par l'article L.1803-5 du code des transports,
- de l'aide aux boursiers instituée par la Collectivité territoriale par délibération n°263-2016 en date du 18 octobre 2016,
- d'une prise en charge, par l'État d'un second billet au cours de l'année au profit des nouveaux bacheliers partant pour la première année en métropole ayant bénéficié de l'aide prévue à l'article L.1803-5 du code des transports,
- d'une prise en charge, par l'État, d'un second accompagnateur lors d'une évacuation sanitaire d'un mineur de moins de 16 ans.

### Nomenclature CPV :

63516000 service de gestion de voyages

60400000 transport aérien

### • 1.2 Personnes publiques contractantes

Groupement de commandes constitué entre l'État et la Collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon.

### • 1.3 Prestations à effectuer

Les prestations concernent la fourniture de titres de transport aérien en classe économique au tarif le plus avantageux. Le titulaire devra assurer chaque année le déplacement d'environ 275 étudiants ou élèves (chiffre non contractuel, donné à titre indicatif) depuis l'aéroport de Saint-Pierre Pointe-Blanche, jusqu'à l'aéroport le plus proche du lieu de l'établissement de destination.

L'offre devra être établie sur la base de vols sans nuitées de Saint-Pierre/ville de destination du lycéen ou de l'étudiant.

Le titulaire se doit d'assurer les prestations suivantes :

- Recherche des meilleures conditions économiques à proposer pour chaque demande de titre de transport ;
- Présentation d'un itinéraire détaillé pour chaque vol ;
- Traitement des réservations ;
- Délivrance et livraison des billets ;
- Traitement des changements de date et/ou de parcours ;
- Nom des Compagnies proposées ;
- Mise à disposition de statistiques d'exploitation et de gestion régulièrement ;

Le marché doit permettre d'assurer impérativement les déplacements des usagers pris en charge vers les destinations définies aux annexes du présent CCP, sous la forme de bon de commande.

La continuité des prestations doit être assurée par le titulaire du marché en toutes circonstances.

Le titulaire émet les billets et les titres de transport.

### • 1.4 Durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de 2 ans à compter de sa notification, à savoir pour les années universitaires 2025/2026 et 2026/2027. Les pouvoirs adjudicateurs ne pourront émettre de bons de commande sur la base de cet accord-cadre uniquement pendant sa durée de validité.

### • 1.5 Lieu d'exécution des prestations

Saint-Pierre (97500), France métropolitaine et Canada

### • 1.8 Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

### • 1.9 Type d'accord-cadre

Le marché se fait sous la forme d'un accord-cadre à bon de commande, conclus avec un maximum de 600 000 € par année universitaire.

Le titulaire du marché exécute l'ensemble de ses prestations conformément aux dispositions du présent CCP et aux autres pièces contractuelles.

## 2. Règlement de la consultation

### • 2.1 Mode de passation

Le marché est passé par une procédure d'appel d'offres ouvert définie à l'article L.2124-1 et suivants du code de la commande publique.

Le présent accord-cadre est mono attributaire.

### • 2.2 Décomposition

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

### • 2.3 Pièces particulières

L'accord-cadre est régi par les pièces contractuelles suivantes qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre ci-dessous établi :

- l'acte d'engagement ;
- le présent cahier des clauses particulières et ses annexes.

### • 2.4 Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en Euro.

Chaque candidat aura à produire :

1 - un dossier de candidature complet comprenant les pièces suivantes :

- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner ;
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- le certificat d'affiliation à l'IATA (Association Internationale de Transport Aérien) ;
- le certificat d'immatriculation à Atout France ou un équivalent.
- Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat

2 – un dossier d'offre comprenant les pièces suivantes :

- L'annexe 1 complétée ;
- L'annexe 2 complétée ;
- Un mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat, précisant en particulier les conditions de réservation et d'échanges de billets.

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat), disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr).

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

- **2.5 Durée de validité des offres**

La durée de validité des offres est fixée à 45 jours à compter de la date limite de réception des offres.

- **2.6 Conditions d'envoi ou de remise des plis**

Les plis devront parvenir à destination **avant le vendredi 16 mai 2025 à 16h00**, par voie électronique via [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) ou sous format papier déposé à l'accueil de la préfecture de Saint-Pierre-et-Miquelon.

- **2.7 Examen des candidatures et des offres**

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Les critères d'attribution sont pondérés de la manière suivante :

- Prix (40%)
- Valeur technique (60%) décomposée en deux sous critères :
  - ✓ Itinéraire (40%) : durée totale nombre d'escale et nombre de nuitée
  - ✓ Conditions de modification et échange de billets (20%)

- **2.8 Pièces exigées pour la conclusion du contrat**

Les attestations et certificats exigés pour le candidat dont l'offre sera retenue préalablement à la signature de l'accord-cadre sont :

- l'acte d'engagement signé ;
- les pièces prévues au code de la commande publique (lutte contre le travail dissimulé) ;
- les attestations ou certificats prouvant que le candidat est en règle au regard de ses obligations fiscales et sociales ;
- les certificats équivalents établis par les administrations et organismes du pays d'origine, si le candidat est ressortissant d'un autre État que la France. A défaut, il peut alors s'agir d'une déclaration sous serment, d'une déclaration solennelle formulée devant l'autorité judiciaire, administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays concerné. Les entreprises nouvellement créées peuvent produire une copie certifiée du récépissé de dépôt du centre de formalités des entreprises. Pour avoir accès à la commande publique, le candidat ne doit pas être dans une des situations lui interdisant de soumissionner à un marché public mentionnée à l'article 43 du code des marchés publics. Les candidats à un marché public doivent

produire, avec le dossier de candidature, une attestation sur l'honneur qu'ils ne sont soumis à aucune de ces interdictions. Cette attestation doit être datée et signée.

- **2.9 Modifications**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

- **2.10 Renseignements complémentaires**

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande à l'adresse : [dppat@spm975.gouv.fr](mailto:dppat@spm975.gouv.fr)

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

### 3. Prix

- **3.1 Forme du prix**

Le prix du marché est unitaire par destination sur la base des prix de l'annexe 2, il est établi hors TVA. Il est réputé comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, y compris les fournitures, les locations, les déplacements, les frais généraux, impôts et taxes, et assurer une marge pour risques et bénéfices.

Le prix du marché est réputé tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où elles s'exécutent.

- **3.2 Indexation**

Le référentiel est conclu à prix fermes et non révisables pour la 1ère année de l'accord cadre puis révisables à la date anniversaire en fonction de l'indice mensuel des prix du transport aérien de passagers – Amérique du Nord publié par le ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

$$\text{Prix max}_N = \text{Prix max}_{2025} * I_{N/2025}$$

$$\text{Avec : } I_{N/2025} = 0.7 \times \text{prix du billet ASP}_N / \text{prix du billet ASP}_{2025} + 0.3 * \text{IPTAP DOM}_{\text{mars } N} / \text{IPTAP DOM}_{\text{mars } 2025}$$

*Sources des indices utilisés :*

*IPTAP DOM :* <https://www.ecologie.gouv.fr/politiques-publiques/indice-prix-du-transport-aerien-passagers>

*Prix ASP :* prix du vol Saint-Pierre – Montréal, aller simple, tarif le moins élevé (<http://airsaintpierre.com/fr/>)

- **3.3 Destinations non prévues par l'annexe 2**

En cas de demande pour une destination non-prévue par l'annexe 2, il sera établi un devis à valider par la personne publique en charge avant l'émission du bon de commande.

L'annexe 2 pourra être modifiée par avenant pour ajouter des destinations après négociations avec le titulaire.

## 4. Conditions d'exécution

### • 4.1 Bons de commande

Les commandes successives sont adressées au fur et à mesure des besoins sous forme de décisions individuelles émises par chacun des membres du groupement de commande. Chaque décision constitue un bon de commande.

Chaque personne publique constituant le groupement confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure de ses besoins respectifs.

Aucune rémunération ne sera due si le titulaire du marché anticipe l'émission d'un bon de commande ou l'achat d'un titre de transport du fait d'informations dont il aura bénéficié de quelque manière que ce soit, ou à la demande d'un tiers non autorisé par le présent marché, ou encore s'il sort du cadre de la mission qui lui est confiée.

### • 4.2 Montant de l'offre

L'offre de prix est : **se reporter bordereau des prix unitaires (annexe 2)**

### • 4.3 Paiement

Pour chaque billet émis, le prestataire devra fournir en retour la facture afin que le paiement puisse être mandaté.

La facture doit préciser :

- la référence au n° du marché ;
- l'adresse de facturation ;
- le nom du bénéficiaire ;
- le montant de la facture.

### • 4.4 Délai de paiement et intérêts moratoires

Le délai de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché subséquent, des intérêts moratoires. Le taux applicable est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En cas de retard de paiement, le pouvoir adjudicateur sera de plein droit débiteur auprès du titulaire du marché de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union Européenne en matière économique et financière.



Le délai de paiement est suspendu si les membres du groupement sont empêchés d'un fait imputable au titulaire du marché. Dans ce cas, le titulaire sera avisé dans les meilleurs délais, par courrier ou par tout autre moyen permettant de donner une date certaine de réception de la suspension dudit délai de paiement. Le délai de paiement est suspendu jusqu'à ce qu'il soit mis fin au fait générateur.

#### • 4.4 Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier de sa souscription à une assurance de responsabilité professionnelle et garantissant les conséquences pécuniaires de son activité.

Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

#### • 4.5 Autres obligations du titulaire

Le titulaire est tenu de respecter les conditions prévues par l'accord-cadre et de mettre en place un questionnaire de satisfaction portant sur :

- la possibilité pour les bénéficiaires du dispositif de bénéficier de billets aux dates de leur choix,
- la qualité de l'accueil,
- la satisfaction des bénéficiaires vis-à-vis de la réactivité de l'agence en cas de modification du billet,
- les difficultés éventuelles rencontrées.

Le titulaire s'engage à adresser aux pouvoirs adjudicateurs avant le 10 de chaque mois un état récapitulatif de l'exécution du marché au cours du mois précédent (nombre de billets émis, prix de chaque billet, nom des bénéficiaires, destinations, difficultés éventuelles, etc.) et le bilan de l'enquête de satisfaction à l'issue du marché.

En cas d'absence de production de l'état récapitulatif mensuel le 10 de chaque mois, le titulaire du marché subséquent sera redevable envers les pouvoirs adjudicateurs d'une indemnité de 100 € par jour de retard que les pouvoirs adjudicateurs retiendront le cas échéant sur les sommes dues au titre du présent marché.

En cas d'absence de réalisation de l'enquête de satisfaction et de production de son bilan, le titulaire du marché subséquent sera redevable envers les pouvoirs adjudicateurs d'une indemnité de 1 500 € que les pouvoirs adjudicateurs retiendront sur les sommes dues au titre du présent marché.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à créer un lien sur son site internet (de préférence et/ou sa page Facebook® à défaut) renvoyant au site internet permettant le retrait des dossiers de demande de passeport mobilité par les lycéens et les étudiants.

### 5. Résiliation de l'accord-cadre

Les pouvoirs adjudicateurs se réservent le droit de mettre fin à l'accord-cadre pour faute :

- en cas d'absence répétée ou non justifiée de réponse,
- s'ils constatent le caractère manifeste de la remise des réponses inappropriées, irrégulières, inacceptables et ce sans justification valable,

La résiliation pourra être effectuée aux frais et risques du titulaire de l'accord-cadre qui supportera donc le surcoût éventuel occasionné par la passation d'un accord-cadre ou d'un marché de substitution.

Les titulaires de l'accord-cadre dont l'accord-cadre est résilié sera redevable envers les pouvoirs adjudicateurs d'une indemnité forfaitaire fixée à 10 000 €.

Les pouvoirs adjudicateurs se réservent la possibilité de mettre fin à l'accord-cadre par anticipation et sans indemnité en cas de force majeure, de cause extérieure aux partenaires de l'accord-cadre et portant atteinte au fonctionnement de celui-ci.

La résiliation de l'accord-cadre pour faute sans indemnité pourra intervenir notamment dans l'hypothèse du non-respect des obligations contractuelles du présent accord-cadre, ou bien encore dans l'hypothèse de l'application dans une proportion importante des pénalités de retard.

La résiliation sera prononcée de façon expresse, précédée d'une mise en demeure, et pourra être prononcée aux frais et risques du titulaire.

Il est précisé que l'inexactitude des renseignements mentionnées aux articles L.2142-1 et suivants du CCP entraîne, par décision des pouvoirs adjudicateurs, sans mise en demeure préalable, la résiliation de l'accord-cadre conclu sans indemnité et aux frais et risques du titulaire, ce de manière expresse, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ce cas, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre accord-cadre après résiliation seront prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles des dépenses restent acquises aux personnes publiques.

Dans le cas où le titulaire de l'accord-cadre ne produirait pas les pièces de l'article D. 8222-5 ou D. 8222-7 et 8 du code de travail tous les six mois à compter de la notification du contrat ou des marchés subséquents, la résiliation de l'accord-cadre pourra être prononcée aux frais et risques du cocontractant après mise en demeure de produire ces documents restée sans effet pendant un délai de 15 jours à compter de sa notification au cocontractant.

## **6. Clause attributive de juridiction**

L'instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est :

Tribunal administratif de Saint-Pierre-et-Miquelon  
BP4200  
97500 Saint-Pierre-et-Miquelon  
Tel : 05-08-41-10-30  
Télécopieur:05-08-41-27-12

Précisions concernant le(s) détail(s) d'introduction des recours :

- Avant la signature du marché (référé pré-contractuel) article L. 551-1 du code de justice administrative
- Dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision de rejet (autres recours) articles R. 421-1 et R. 421-3 du code de justice administrative

## **Signatures**

A Saint-Pierre, le

approuvé sans réserve,